

ÉLECTIONS MUNICIPALES | 15 ET 22 MARS 2026 | ARMENTIÈRES

TOUS ENSEMBLE

avec

**MAXIME
MOULIN**

Votre futur maire *soutenu*
par **Marine LE PEN** et
Jordan BARDELLA

CONTRAT DE MANDATURE



Alors que le chômage et la précarité grimpent, que nos commerces de centre-ville ferment, que nos jeunes sont contraints de s'exiler pour trouver un emploi, la municipalité sortante a laissé des projets essentiels à l'abandon (exemple : galerie commerciale L'AUDACIEUSE) et n'a pas su enrayer le déclin.

Le constat est sans appel : un taux de pauvreté qui frôle les 20 % et un pouvoir d'achat en berne pour de nombreuses familles.

Notre projet pour Armentières repose sur une conviction simple : la ville doit redevenir un territoire d'opportunités, de travail et de convivialité.

Ensemble, faisons d'Armentières une ville où l'on est fier de vivre, où l'on travaille et où l'on s'épanouit.

SÉCURITÉ ET TRANQUILLITÉ	2
IMMIGRATION	3
PROPRETÉ ET CADRE DE VIE	4
FINANCES	5
COMMERCE	7
LOGEMENT	8
TRANSPORTS ET MOBILITÉS	10
SOLIDARITÉS ET FAMILLES	11
SANTÉ	12
ÉDUCATION	13
DÉMOCRATIE LOCALE ET PROXIMITÉ	14
CULTURE	16

SÉCURITÉ ET TRANQUILLITÉ

À Armentières, notre sécurité se dégrade, comme le relaient les médias locaux et les statistiques du ministère de l'Intérieur.

Face à ce constat, nous refusons l'immobilisme et proposons une réponse ferme et immédiate.

Notre projet pour une ville sûre s'articule autour d'une stratégie claire : une présence renforcée, une réactivité accrue et une prévention innovante.

Il ne s'agit pas seulement de prévenir, de dissuader, de protéger mais aussi de réprimer car nous croyons en une sécurité de proximité, qui rassure par sa visibilité et son efficacité.

- Passer le parc de vidéoprotection à 250 caméras (source « *CCTV Worldwide – between safety and civil liberties* ») ;
- Ne pas renouveler le contrat de mutualisation de la police municipale ;
- Bénéficier d'une police municipale armentéroise 24 h/24 et 7 j/7 ;
- Porter l'effectif à 26 policiers municipaux (ratio des villes de même strate) ;
- Armer la police municipale car la délinquance change ;
- Multiplier les patrouilles 24 h/24, notamment dans les zones sensibles, pour assurer la protection du plus grand nombre de jour comme de nuit ;
- Lutter contre les violences et le harcèlement ;
- Tolérance zéro face au trafic de drogue et aux points de deal, notamment avec une brigade dédiée ;
- S'opposer à toute installation d'une salle de shoot ;
- Instaurer des permanences mobiles de la police municipale dans les quartiers prioritaires ;
- Application du principe « casseur-payeur » et suppression des aides municipales ;
- Supprimer les allocations municipales pour les familles de délinquants ;
- Renforcer les contrôles sanitaires et de sécurité des commerces susceptibles de participer au blanchiment et permettre leur fermeture administrative ;
- Développer la vidéoprotection dans le logement social, sur vote des locataires, pour lutter contre le trafic de drogue et l'insécurité ;
- Transmettre aux services de l'État les doutes sur la légalité de l'activité de certains commerces, suspectés de prospérer sans clients et donc de faire du blanchiment d'argent issu de la drogue ;
- Sécuriser les passages piétons les plus dangereux et améliorer leur éclairage pour accroître la visibilité des piétons la nuit ;
- Pour lutter contre les squats, nous demanderons aux bailleurs sociaux la mise en place de caméras dans les résidences ;
- Lutter contre les abus du démarchage à domicile en l'encadrant ;

- S'opposer à l'installation imposée par l'État d'individus problématiques dans les résidences et habitats collectifs ;
- Intensifier les sanctions contre les dégradations, les dépôts sauvages, les jets d'ordures et le tapage nocturne ou diurne ;
- Lutter contre les violences intrafamiliales : en partenariat avec la Police nationale, le CCAS agira pour soutenir les femmes et les enfants en danger et leur trouver des solutions de logement d'urgence ;
- Financer un diagnostic « Habitat Senior » pour sécuriser les logements.

IMMIGRATION

Si la gestion des flux migratoires relève de l'État, les conséquences, elles, sont cruellement locales.

Ce sont les maires qui subissent la pression sur le logement social, les tensions dans l'espace public et la fragilisation du sentiment de sécurité.

Ma conviction est simple : être maire, c'est refuser de subir et utiliser toutes les marges de manœuvre que la loi permet pour signaler, contrôler et protéger.

La solidarité communale ne peut survivre que si elle est adossée au respect de la règle. Prétendre le contraire, c'est fragiliser le lien qui unit ceux qui respectent les lois de la République.

3

Vouloir limiter l'impact de l'immigration irrégulière chez nous, c'est avant tout veiller à ce que les ressources de notre ville et la sécurité de nos rues profitent d'abord à ceux qui respectent nos lois.

- Ne promouvoir aucune structure municipale, paramunicipale ou associative favorisant l'accueil des migrants ;
- La totalité des budgets captés par l'immigration sera renvoyée vers les Armentériens et la promotion de la culture française et locale ;
- Renforcer le contrat d'engagement républicain, que la gauche veut abandonner, pour garantir les valeurs de la République et combattre l'entrisme ;
- S'opposer à tout accueil des étrangers en situation irrégulière (OQTF) ;
- S'opposer au maintien dans les logements sociaux d'étrangers en situation irrégulière ;
- Supprimer les subventions versées aux associations immigrationnistes ;
- Vérifier systématiquement la régularité du séjour lors des commissions d'attribution des logements sociaux ;
- Contrôler rigoureusement la domiciliation au CCAS avec radiation lorsque les critères ne sont plus remplis ;

- Mettre en place une cellule pour sanctionner les fausses domiciliations ou les adresses servant à des démarches administratives frauduleuses ;
- Former les agents à détecter les reconnaissances frauduleuses de paternité, les adresses fictives ou les incohérences documentaires afin de transmettre les éléments au Parquet en cas de suspicion.

PROPRETÉ ET CADRE DE VIE

À Armentières, nous voulons une ville propre, respectée et agréable à vivre, dans tous les quartiers. La propreté, c'est du concret : du personnel sur le terrain, des méthodes efficaces, du matériel moderne et des résultats visibles, 24 h/24.

Notre projet repose sur deux principes clairs : zéro impunité face aux incivilités et zéro abandon de l'espace public. Prévention quand c'est possible, fermeté quand c'est nécessaire, avec une présence renforcée et des dégradations réparées immédiatement pour ne rien laisser s'installer.

Nous engagerons aussi une transformation du cadre de vie : végétalisation et déminéralisation pour rafraîchir la ville, fleurissement utile pour empêcher les dépôts sauvages, création d'espaces canins propres et sécurisés, et une dynamique de participation des habitants pour garder des rues nettes, avec des outils et des coups de main organisés.

4

- Assurer la propreté 7 j/7 en redéployant les effectifs municipaux sur le terrain ;
- Moderniser le matériel, les moyens et les méthodes visant à nettoyer la ville ;
- Combattre les incivilités par des politiques de prévention et de répression ;
- Tolérance zéro face aux incivilités : verbalisation systématique, réparation immédiate des dégradations et présence renforcée et visible de la police municipale, afin de restaurer l'ordre et la tranquillité dans tous nos quartiers ;
- Plan de végétalisation en concertation avec les habitants ;
- Désimperméabilisation des sols pour créer des espaces de fraîcheur et améliorer le bien-être des enfants ;
- Création de plusieurs nouveaux espaces canins, en concertation avec les habitants, sécurisés, clôturés, végétalisés et équipés de bancs ;
- Mettre en place une coopérative permettant aux Armentiérois de s'organiser pour une ville plus propre : prêt d'outils, coups de main solidaires et des trottoirs nets sans réprimer ;
- Fleurissement massif de la ville au printemps et en été (Ville Fleurie – 4 Fleurs) et procéder à un fleurissement anti-incivilités (zones vertes sur trottoirs larges, bacs à fleurs pour empêcher les dépôts sauvages) ;
- Programme de déminéralisation de l'espace public pour améliorer le cadre de vie, lutte contre le déclin de la biodiversité et favoriser l'infiltration à la parcelle ;

- Équiper les agents avec du matériel moderne (aspirateurs de voirie électriques, laveuses haute pression, vidéo-verbalisation avec amendes modulées, etc.) ;
- Réfection des sols dégradés (nids-de-poule, dalles cassées) : une voirie abîmée favorise la saleté et le sentiment d'abandon ;
- Contrôle des chantiers avec obligation de propreté (bâchage, roues, gravats), sanctions si boue/déchets sur la voie publique ;
- Mettre en place un dispositif « propreté des entrées de ville », priorité pour l'image et le cadre de vie ;
- Convention « propreté » avec les bailleurs : halls, abords, enlèvements d'encombrants, présence de gardiens quand nécessaire ;
- Proposer (avec les autorités compétentes) des TIG locaux « propreté » pour les auteurs d'incivilités.

FINANCES

Nous voulons une gestion rigoureuse, transparente et tournée vers l'efficacité du service public.

Nous lancerons un audit complet des comptes et supprimerons le cabinet du maire pour réaliser des économies immédiates, avec un signal fort de sobriété en procédant à la suspension des indemnités du maire et des adjoints la première année.

Nous maîtriserons les dépenses de fonctionnement, chercherons systématiquement des subventions et mutualiserons certains achats pour réduire les coûts. Nous renégocierons des emprunts à risque afin de baisser la pression fiscale.

Nous instaurerons la transparence sur les frais de représentation et le contrôle strict des subventions aux associations.

Enfin, nous réformerons la gestion RH, renforcerons la prévention (RPS, accidents) et investirons dans la formation des agents, avec un retour des économies en meilleures conditions de travail.

- Supprimer le cabinet du maire afin de réaliser une économie de salaires et de charges ;
- Réduire la taxe foncière ;
- Faire procéder à un audit complet des dépenses et des comptes de la ville ;
- Suspendre les indemnités du Maire et des adjoints pour la première année de mandat ;
- Assurer une gestion assainie des services publics et afficher des objectifs d'efficacité ;

- Réformer la gestion des ressources humaines (baisse du nombre d'accidents du travail, expertise RPS, amélioration de l'encadrement et des formations, etc.) ;
- Exiger la baisse de la TOEM (Taxe « Marine TONDELIER ») ;
- Maîtriser les dépenses de fonctionnement pour générer des économies ;
- Rechercher des subventions pour diminuer la part à la charge de la commune pour chaque projet ;
- Poursuivre la réduction des charges d'intérêts des emprunts restants ;
- Permettre une vraie programmation prévisionnelle des dépenses sur plusieurs années ;
- Avoir une vision stratégique des dépenses d'investissement, regroupées au sein d'un PPI ;
- Engager le désendettement sur la durée du mandat, afin de dégager de nouvelles ressources ;
- Mutualiser avec d'autres communes les achats qui reviennent chaque année et dans des volumes importants, et ainsi faire des économies d'échelle ;
- Publier chaque année le détail des frais de représentation des élus ;
- Renégocier immédiatement les emprunts à risque de l'ancienne équipe après audit ;
- Comprendre, expliquer et compenser l'échec du projet « Territoire Zéro Chômeur » et organiser des bourses de l'emploi en lien direct avec les besoins des PME et des habitants, tout en permettant de promouvoir l'alternance avec la venue de grands groupes nationaux et internationaux ;
- Instaurer un cahier des charges strict pour les associations subventionnées avec des commissions de contrôle non-partisanes pour que chaque subvention versée aux associations serve réellement l'intérêt général, et non des intérêts particuliers, et publier les travaux ;
- Création d'une société coopérative d'énergie locale où habitants, commerçants et mairie unissent leurs forces pour produire une électricité propre et moins chère ;
- Élaborer un plan d'entretien préventif des écoles, routes et bâtiments municipaux avec un planning pluriannuel des travaux pour éviter les gaspillages et les urgences coûteuses ;
- Concevoir une charte du travail avec les représentants du personnel de la ville où les agents proposent eux-mêmes des pistes d'économies (énergie, fournitures, organisation) et où les encadrants sont formés à la gestion des équipes par la confiance ;
- Mettre en place un Fonds de valorisation interne des agents où une partie des économies réalisées sert à financer de meilleures conditions de travail (équipements, primes ciblées) ;
- La formation de nos agents est une priorité pour garantir la performance du service public et limiter l'exposition au stress et, par voie de conséquence, aux accidents du travail.

COMMERCE

Notre vision pour Armentières est celle d'une ville où le dynamisme économique local est au cœur de notre identité.

Nous lancerons une politique commerciale ambitieuse pour redonner vie à notre centre-ville et valoriser nos commerces.

Ensemble, ces mesures dessinent une vision claire : celle d'une économie locale résiliente, solidaire et tournée vers l'avenir.

- Créer un fonds de soutien aux jeunes entrepreneurs, de moins de 35 ans, qui reprennent un commerce de proximité et offrir une garantie municipale à hauteur de 50 % de l'emprunt bancaire ;
- Lutter contre la vacance spéculative qui maintient artificiellement des locaux fermés ;
- Création d'une foncière commerciale ;
- Développer un incubateur municipal, lieu d'accompagnement pour les porteurs de projets et jeunes entreprises (conseil, formalités, réseau, ateliers) avec des espaces de travail et des services mutualisés à coût maîtrisé, en lien avec les acteurs économiques du territoire ;
- Mettre en place du coaching (social, comptable, juridique) pour les commerçants qui s'installent et ceux qui sont en difficulté ;
- Participer activement à la reprise de commerces en lien avec la CCI ;
- Intensifier les activités au cœur de ville afin de redynamiser nos commerces ;
- Inciter à une régulation des loyers pour les locaux commerciaux ;
- Pratiquer une politique d'exonération de la taxe sur les enseignes pour les surfaces raisonnables ;
- Donner un souffle au projet laissé à l'abandon de L'Audacieuse pour en faire un levier de développement et de connexion de toute l'agglomération (boutiques éphémères, ...) ;
- Organiser un salon de l'auto-entrepreneuriat ;
- Remettre à plat le système du stationnement en cœur de ville ;
- Organiser une concertation avec les commerçants concernant le plan de circulation ;
- Redéployer le budget des illuminations dans toutes les rues d'Armentières avec l'aide des Armentériens (concours de crèches) ;
- Créer un système de parrainage, tutorat et mentorat pour accompagner chacun dans le cadre de la création d'activités ou pour aider ceux qui rencontrent des difficultés ;
- Geler la taxe sur les terrasses pour soutenir nos cafetiers et restaurateurs ;
- Former les professionnels locaux à répondre aux appels d'offres ;

- Associer les commerçants et artisans à la politique municipale au sein d'un vrai « conseil consultatif de la vie économique » intégrant des experts (urbanisme, développement, etc.) ;
- Créer un fonds d'aide à l'installation (achat de machines, aménagement de locaux) pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les startups, sous forme de prêts d'honneur ou d'exonération de fiscalité locale ;
- Créer un « Village de la Mode Durable » : Armentières est une ville au passé textile. Ce pôle pourrait accueillir des créateurs, des ateliers de fabrication éthique, des entreprises de recyclage de textiles ou de production de vêtements écoresponsables qui vendraient leur création dans un magasin de type usine ;
- Créer un « Pôle Agri-tech » : La ville est à proximité de zones rurales. Créer un pôle d'innovation pour les entreprises qui développent des technologies pour l'agriculture (capteurs pour les cultures, logiciels de gestion de l'irrigation, etc.) dans le cadre d'un appel à projet « Armentières, ville d'innovation », tourné vers la « greentech » (technologies vertes), la logistique durable ou l'économie circulaire ;
- Créer un « Pass Armentières Business » où chaque entrepreneur a un interlocuteur unique pour l'accompagner dans toutes ses démarches (demande d'aides, permis de construire, recrutement) ;
- Créer une « Maison du droit économique, des entrepreneurs et des commerçants », plutôt que de protéger les délinquants, nous protégeons les travailleurs et les créateurs de richesses : point d'accès au droit, lieu de médiation commerciale locale, lieu d'orientation vers les bons interlocuteurs, etc.

LOGEMENT

À Armentières, nous voulons que le logement redevienne un socle de stabilité : se loger dignement, vivre en sécurité, et permettre à ceux qui travaillent d'accéder à la propriété, sans hausse d'impôts.

Notre politique vise à aider les familles et les actifs à devenir propriétaires grâce à un plan d'accès social et un prêt à taux zéro adossé à un fonds de garantie, sous conditions de revenus.

Elle vise aussi à rétablir la tranquillité dans le logement social en exigeant des bailleurs des actions fermes contre les troubles, en protégeant les parties communes et en luttant contre les trafics, les squats et les incivilités, dans le respect du droit.

Enfin, nous engagerons une stratégie de rénovation et d'adaptation du parc social et privé contre les passoires énergétiques, en accompagnant les bailleurs dans le cadre du PLU et en développant des logements adaptés aux seniors, au handicap et

à des formes d'habitat inclusif, pour des quartiers plus sûrs, plus propres et plus respectés.

- Soutenir l'accès à la propriété : assurer un prêt à taux zéro soutenu par un fonds de garantie mis en place, en concertation avec les banques, à hauteur de 20 000 €, sous condition de revenus ;
- Ne procéder à aucune hausse d'impôts sur les ménages armentériens, les travailleurs et les entreprises ;
- Rétablir l'ordre dans les logements sociaux afin que les immeubles redeviennent des lieux de vie sûrs ;
- Faire signer une convention à chaque locataire, permettant l'expulsion rapide des délinquants et des trafiquants, la lutte contre les squats, la protection des halls, parkings et espaces communs ;
- Lancer notre plan d'accès social à la propriété, permettant aux familles et aux actifs de progresser vers l'indépendance ;
- Mettre en place un moratoire sur le sur-logement social pour préserver les quartiers ;
- Assurer la rénovation du parc social et privé : lutter contre les passoires énergétiques avec des aides ciblées et des dispositifs d'exonérations fiscales ;
- Demander aux bailleurs sociaux d'engager les procédures d'expulsion de leurs locataires enfreignant les règles de bon voisinage ;
- Exiger des bailleurs la propreté dans les parties communes de leur parc locatif ;
- Exiger des bailleurs qu'ils convoquent les locataires troublant l'ordre public et qu'ils les mettent en demeure si cela se réitère ;
- Mettre en place des commissions de rappel à la loi pour les locataires troublant le voisinage ;
- Imposer aux constructeurs des nouveaux logements sociaux, la mise en place de caméras de vidéo-surveillance dans les parties communes ainsi qu'à l'extérieur pour prévenir en cas d'incivilités ;
- Renforcer l'accompagnement des bailleurs privés pour la rénovation de leurs logements dans le respect des règles du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;
- Mettre en place une politique stratégique de rénovation des logements sociaux ;
- Exiger des bailleurs sociaux qu'ils rénovent leur parc locatif afin de permettre aux locataires de vivre dans de meilleures conditions et de réduire drastiquement leur facture énergétique ;
- Adapter les logements aux personnes handicapées et seniors ;
- Développer les projets de logements inclusifs ou intergénérationnels ;
- Lutter contre les marchands de sommeil par l'intensification des visites des logements ;

TRANSPORTS ET MOBILITÉS

Défendre une politique de déplacements fondée sur une idée simple : la sécurité et le bon sens avant l'idéologie.

Se déplacer doit redevenir fluide, lisible et sûr pour les piétons, les cyclistes, les usagers des transports, mais aussi pour ceux qui n'ont pas d'autre choix que la voiture car on peut encourager les mobilités alternatives sans culpabiliser ni pénaliser les familles, les salariés et les commerçants.

Nous voulons donc faire une pause, évaluer, corriger : auditer les aménagements récents (pistes cyclables, trottinettes et autres usages) pour sécuriser, clarifier la répartition de l'espace, et construire un plan circulation et de stationnement avec les commerçants en renforçant les équipements de sécurité (passages piétons mieux éclairés, stationnement vélo organisé), tout en travaillant à une vraie logique multimodale (covoiturage, transports en commun, marche), sans mesures punitives.

Enfin, notre ambition est une ville accessible à tous : voirie, urbanisme et bâtiments communaux allant jusqu'aux détails utiles du quotidien, avec une signalétique modernisée, inclusive et informative, en lien avec Métropole Européenne de Lille lorsque nécessaire.

- Moratoire et audit des nouvelles pistes cyclables afin de les sécuriser, ou de revoir la répartition de l'espace ;
- Moratoire et audit des transports alternatifs (trottinette électrique) ;
- Étudier un nouveau plan de circulation/stationnement en concertation avec les commerçants ;
- Sécuriser les passages piétons par un éclairage spécial ;
- Développer des arceaux pour vélos en cœur de ville mais également à proximité des sites recevant du public ;
- Travailler à une vraie plateforme multimodale (covoiturage, transports en commun, marche à pied) sans diaboliser l'automobiliste et en luttant contre les mesures antipopulaires et anti-sociales comme la ZFE (soutenue par la MEL) ;
- Faire du traitement de la voirie et de l'urbanisme une priorité afin d'offrir aux personnes handicapées ou à mobilité réduite une meilleure accessibilité notamment au logement social ;
- Mettre aux normes l'ensemble des bâtiments et espaces communaux, et créer un dispositif spécifique pour favoriser l'accessibilité de tous les établissements recevant du public ;
- Moderniser les plaques de rue en y intégrant le braille et un QR code pour que tous les citoyens aient accès à des informations détaillées sur l'histoire de la rue et les services municipaux, rendant la ville plus inclusive, moderne et facile d'accès.

SOLIDARITÉS ET FAMILLES

Remettre la protection et la solidarité concrète au cœur de l'action municipale : défendre le cadre républicain, utiliser l'argent public à bon escient, et soutenir ceux qui en ont besoin (victimes, enfants en danger, aidants, parents isolés, jeunes, travailleurs aux horaires difficiles).

Notre ligne : agir tôt, répondre vite, accompagner vraiment.

Cela implique un appui renforcé aux écoles (détection, écoute, cellule psychologique), une chaîne d'alerte municipale avec réponse obligatoire, et un soutien aux familles de victimes, y compris sur le plan judiciaire.

Nous proposons aussi des solutions de vie quotidienne : crèche de nuit, accompagnement des familles des forces de l'ordre et de l'armée, logement mieux accompagné ("SOS logement", offre jeunes, aides simulées), et pouvoir d'achat (ressourceries, ateliers budget, mutuelle communale).

Enfin, nous misons sur l'émancipation par l'action.

- Renforcer le Contrat d'Engagement Républicain (défense de la laïcité, conditionnement des subventions, etc.) que les « forces de gauche » veulent voir disparaître ;
- Soutenir les victimes en se portant partie civile à leur côté ;
- Renforcer les formations des personnels pour leur permettre de mieux détecter les signaux des enfants victimes, de les écouter, de les accompagner pour agir et réparer ;
- Chaque école concernée par un signalement ou une affaire bénéficiera d'une cellule psychologique dédiée ;
- Créer une cellule d'alerte sous l'autorité d'un élu avec réponse obligatoire ;
- Permettre aux parents solos et aux travailleurs de nuit d'avoir un accès à une crèche ouverte la nuit ;
- Accompagner et aider les familles des membres des forces de l'ordre et de l'armée (en opération, etc.) ;
- Engager des liens avec des ressourceries et des structures de reconditionnement d'électroménager (Frigo, four, lave-vaisselle...) afin de se meubler et s'équiper à bas prix ;
- Tenir une permanence « SOS logement » bimensuelle afin d'accompagner les Armentiérois dans la création de leur dossier et la recherche de logement, notamment dans les dispositifs d'urgence ;
- Demander aux bailleurs le développement de logements pour les jeunes afin que les loyers soient modérés avec toutes les charges comprises dans le bail ;
- Accompagner à la simulation des aides que les jeunes peuvent percevoir ;
- Accompagner les jeunes dans la concrétisation de leur premier projet immobilier ;

- Mettre en place des ateliers « Gérer mon budget » ;
- Renforcer l'accompagnement des aidants qui s'occupent d'un proche malade grâce à un soutien administratif, logistique, juridique de la municipalité et surtout un lieu d'écoute et d'échanges ;
- Amplifier le sport sur ordonnance qui s'appuie sur un réseau de professionnels de santé afin de permettre aux personnes souffrant de pathologie de pratiquer une activité physique adaptée, avec une équipe diplômée de la maison sport santé ;
- Nous nous engageons à créer un système de parrainage, tutorat et mentorat pour accompagner chacun vers un emploi durable ;
- Mettre en place des actions pour aller chercher des personnes éloignées de la pratique sportive ;
- Faire bénéficier les Armentièresois d'une mutuelle communale issue d'une négociation collective, visant des cotisations jusqu'à 30 % moins chères ;
- Promouvoir activement l'égalité homme-femme par la lutte renforcée contre les violences et le soutien aux associations qui encouragent l'émancipation des femmes, en les soutenant dans leur choix d'être actrices de leur vie, en garantissant leur pleine participation à la vie de la cité, dans un esprit de respect et de mixité.

SANTÉ

12

La santé ne relève pas seulement de l'État ou de l'hôpital : la mairie peut agir au quotidien en renforçant la prévention, en facilitant l'accès aux soins et en coordonnant les acteurs locaux pour détecter plus tôt, mieux accompagner et protéger les plus fragiles.

À Armentières, nous voulons une commune utile et concrète : prévention à tous les âges (information, nutrition, conférences), dépistage avec les professionnels de santé et l'Assurance Maladie, et priorité à la santé mentale (sensibilisation, orientation, formation des agents).

Nous soutiendrons aussi les aidants (Maison des Aidants), lutterons contre les addictions, et travaillerons l'attractivité médicale (concertation annuelle, leviers d'installation), tout en visant une complémentaire santé communale négociée, juridiquement sécurisée.

- Développer les actions de prévention auprès de tous les publics ;
- Développer des actions de dépistage en partenariat avec les professionnels de santé et l'assurance maladie ;
- Organiser des conférences thématiques sur la santé ;
- Sensibiliser à la semaine du goût ;

- Développer des campagnes de sensibilisation à l'obésité, à l'anorexie et aux comportements alimentaires nocifs ;
- Créer une Maison des Aidants, lieu accueillant pour que ceux qui donnent leur temps aux autres se retrouvent dans un espace convivial ;
- Développer les actions de prévention, d'écoute, et de lutte contre les addictions et habitudes mauvaises pour la santé ;
- Développer les actions de sensibilisation et de dépistage des maladies mentales (dépressions, troubles dys...) ;
- Former les agents municipaux aux premiers secours en santé mentale ;
- Promouvoir l'activité physique ;
- Instaurer des accès prioritaires aux logements pour les soignants exerçant sur le territoire ;
- Continuer à inciter à l'installation de médecins généralistes et spécialistes en ville, ainsi que toutes les professions paramédicales ;
- Organiser des rencontres annuelles avec les professionnels de santé du territoire ;
- Lancer une mutuelle communale issue d'une négociation collective, visant des cotisations jusqu'à 30 % moins chères ;
- Faciliter le stationnement des infirmiers et médecins libéraux dans leurs missions pour garantir les soins de proximité (tolérance encadrée, places de stationnement dédiées, suivi des incidents) ;
- Intégrer les représentants des infirmiers libéraux dans les réflexions locales sur les enjeux des soins à domicile ;
- Renforcer la sécurité dans les secteurs sensibles pour garantir la continuité des soins à domicile ;
- Refuser que la ville fasse de la publicité pour les alcools, par cohérence avec la lutte contre les addictions.

ÉDUCATION

Face au déclin des repères et à l'essoufflement d'une gestion municipale sans cap, nous portons l'ambition d'un redressement fondé sur la transmission de nos valeurs et le respect des familles.

Notre projet rompt avec le laxisme ambiant pour replacer le savoir, le civisme et la fierté d'être Français au cœur de la cité.

En soutenant la liberté d'instruction et en créant une « Petite École du Savoir » dédiée aux fondamentaux, nous redonnons aux parents leur place centrale et aux enfants les armes de la réussite.

Ce renouveau passe par un parcours civique exigeant pour nos jeunes et un soutien scolaire renforcé par des tuteurs engagés, garantissant à chaque élève d'Armentières un cadre d'apprentissage digne et rénové.

- Soutenir l'école libre et le choix des parents quant à l'instruction de leurs enfants ;
- Développer le parcours civique municipal destiné aux jeunes de 16 à 25 ans (aide aux personnes âgées isolées, entretien des espaces publics et jardins municipaux, soutien scolaire dans les centres municipaux, ...) ;
- Réaliser un audit bâtiminaire des locaux et un plan de rénovation ;
- Recruter des tuteurs : enseignants, anciens enseignants et bénévoles encadrés et formés pour aider les élèves en difficulté (CP-CM2) ;
- Créer une cellule d'aide et d'assistance pour accompagner les parents dans leurs démarches (TDAH, DYS, TSA, etc.) ;
- Créer une Petite École du Savoir pour renforcer les fondamentaux (lire, écrire, compter, etc.) ;
- Mettre en place des études du soir aidées, avec un vrai soutien aux devoirs, en mobilisant des étudiants d'Armentières ;
- Élaborer une semaine de la laïcité claire, cohérente et accessible à tous avec un programme lisible, sans dispersion, qui rassemble autour de nos valeurs communes et redonne sens à ce principe fondateur (conférence, table ronde des parents, cérémonie républicaine (1^{re} année : fresque de la liberté sur le VIVAT et création d'un jardin de la « mémoire républicaine »), concert républicain gratuit et non-marchand) ;
- Créer un mémorial des victimes des totalitarismes pour honorer toutes celles et ceux qui ont souffert ou perdu la vie sous la barbarie des idéologies totalitaires, lieu de recueillement, de mémoire et d'éducation pour les jeunes générations car honorer les victimes, c'est rappeler à chacun la valeur de la liberté et la nécessité de la défendre toujours ;
- Créer le printemps de la liberté d'expression en organisant un rendez-vous citoyen et culturel pour défendre les valeurs de la République : débats, expositions, interventions d'artistes et d'intellectuels d'envergure nationale permettront de sensibiliser toutes les générations à la liberté de penser et de s'exprimer : un moment fort pour rappeler que la République vit de ses valeurs, et que nous devons les transmettre et les protéger ensemble.

DÉMOCRATIE LOCALE ET PROXIMITÉ

La véritable démocratie locale repose sur la confiance et la clarté entre les élus et les citoyens.

À Armentières, nous instaurerons une gestion irréprochable, auditable en permanence et centrée sur l'intérêt des contribuables.

Notre ambition est simple : faire de la mairie un modèle de vertu républicaine, où chaque euro est tracé, chaque décision est expliquée et chaque citoyen est associé aux choix qui engagent l'avenir de tous.

Notre stratégie pour une ville transparente et exemplaire repose sur trois engagements phares : une vérité comptable et sociale totale, une démocratie permanente et une transparence active évaluée.

- Organiser un Référendum d'Initiative Citoyenne chaque fois que 5 % du corps électoral en fera la demande, dans le champ des compétences municipales ;
- Équité entre les associations (Exemple : diminution ou arrêt des subventions aux associations bénéficiant d'une trésorerie conséquente pour les redéployer sur des associations naissantes ou innovantes) ;
- Transparence totale des subventions données aux associations ;
- Fin des subventions politisées au profit d'associations défendant des causes idéologiques et militantes ;
- Audit des subventions versées sur les six dernières années avec évaluation de leur utilité réelle ;
- Mettre en place des conseils municipaux itinérants ainsi que des commissions ouvertes ;
- Multiplier par 5 le nombre de panneaux d'expression libre ;
- Référendum municipal décisionnel à mi-mandat sur des grands projets engageant l'avenir de la ville ;
- Organiser des sessions de formation pour tous les élus, majorité comme opposition, car mieux formés aux enjeux financiers, juridiques et techniques, ils seront plus efficaces et plus constructifs. Cela permettra de garantir la qualité des décisions et une synergie au service des Armentiérois ;
- Organiser, dans chaque quartier, une permanence mensuelle du maire, ouverte à tous, afin de permettre des échanges directs et sans filtre sur les préoccupations du quotidien ;
- Mise en place d'une plateforme des Conflits d'Intérêts avec un registre numérique public où tout élu et tout cadre municipal doit déclarer ses intérêts professionnels, financiers ou familiaux qui pourraient entrer en conflit avec sa fonction ;
- Engagement des associations subventionnées à publier un compte-rendu d'impact simple, diffusé sur le site de la mairie et à répondre aux questions des Armentiérois.

CULTURE

Conscients qu’une politique culturelle routinière ne suffit plus à dynamiser notre territoire, nous souhaitons rompre avec les propositions classiques pour redonner un véritable souffle d’audace à notre action municipale.

Le constat est clair : l'offre actuelle, trop convenue, trop militante, ne répond plus aux attentes de modernité et de partage exprimées par les citoyens de tous âges.

Notre ambition est donc de transformer cette passivité en une effervescence nouvelle en investissant les champs inexplorés des cultures numériques et de l'imaginaire.

En plaçant l'innovation et la créativité au cœur de la cité, nous voulons faire de notre ville un pôle d'attractivité rayonnant, capable de surprendre, de rassembler et de reconnecter chaque génération autour de projets d'avenir, tout en restant enracinés.

- Libérer la culture en déverrouillant les structures culturelles des considérations idéologiques pour les mettre au service de l'ensemble des citoyens, et non d'une « caste » ;
- Réaffirmer que la mairie n'est pas là pour imposer une forme d'art ou « rééduquer » ses concitoyens, mais pour permettre l'accès à toutes les formes d'expression ;
- Investir dans les structures en confortant les moyens des écoles de musique, d'arts plastiques et de la médiathèque pour offrir des conditions d'apprentissage modernes ;
- Préserver l'architecture et les édifices historiques pour une ville fière de son identité ;
- Créer un festival dédié à la musique assistée par ordinateur (MAO) mettant en valeur le patrimoine du centre-ville ;
- Renforcer l'offre de lecture, ainsi que l'accès aux jeux vidéo et aux jeux de société ;
- Compiler l'histoire de la ville en partenariat avec les Armentières et les Armentières ;
- Parcours « Histoire à hauteur d'enfant » (QR-code, parcours historique, etc.) ;
- Créer un salon des jeux de construction ;
- Créer le FESTIVAL DE LA LYS (rendez-vous populaire au bord de la LYS, mêlant mémoire textile, culture franco-belge, spectacles et mise en lumière de l'histoire locale en célébrant le voyage, le retour et la fierté armentière) ;
- Organiser une grande soirée du jeu (jeux de stratégie, jeux anciens, jeux de cartes à collectionner, jeux de rôles ou jeux d'ambiance) ;
- Organiser un salon de l'Italie ;
- Créer la concentration ARMENT'HIER regroupant des voitures anciennes, des camions dans une ambiance américaine des années 50/60 ;

- Créer le MA'GEEK FESTIVAL qui conjugue la passion du jeu vidéo et de la pop culture avec des ateliers d'initiation au codage et à la fabrication numérique pour la jeunesse : marché de créateurs régionaux, espaces de convivialité dédiés aux jeux de société, concours de cosplay, etc. Un festival festif et pédagogique transforme ainsi notre ville en un pôle d'innovation accessible à tous les citoyens ;
- Créer un salon de l'habitat, de la maison et de la décoration ;
- Développer le mécénat d'entreprises ;
- Promouvoir notre identité française et flamande ;
- Créer le « PHILO ROCK SESSION », moments récurrents dans différents lieux pour faire dialoguer la musique et la philosophie en offrant un espace de réflexion où les grands thèmes de la vie, de l'art et de la société seront abordés pour rendre la philosophie plus accessible ;
- Créer « ALGO'RYTHMES AND BLUES » : une journée pour l'avenir de nos jeunes qui participent à des ateliers et rencontrent des professionnels pour trouver leur voie, alors que les parents profitent d'un festival musical et d'une ambiance conviviale, transformant l'orientation en un événement familial et festif, loin des salons traditionnels ;
- Créer « ARMENTIÈRES ROCK FESTIVAL » : un événement incontournable qui aura lieu chaque année au mois de février avec trois soirées, entièrement gratuit pour les Armentiérois, qui offrira une scène aux talents locaux et émergents de la région ;
- Créer « FARFADAY'S », un festival de la petite enfance pendant 15 jours, la ville devient un espace d'éveil pour les tout-petits et leurs familles (spectacles sensoriels, ateliers, lectures, expositions) ;
- Créer « LES ESTIVALES D'ARMENTIÈRES », grandes soirées conviviales de type auberge espagnole (chacun apporte son repas), avec un espace dégustation des commerçants, accompagnées d'une animation municipale : musique et activités enfants (conteurs, jeux flamands, etc.)

Gérer une ville, c'est avant tout rendre des comptes à ceux qui la font vivre.

Ce contrat de mandature est ma garantie de transparence : il définit nos priorités et un cap précis pour redresser Armentières ensemble.

Le temps de l'action et du respect commence.

Les 15 et 22 mars, signons ensemble le renouveau de notre cité.